

ACTION URGENTE

MEXIQUE. LA VIE D'UNE MILITANTE DES DROITS DES INDIGÈNES MENACÉE

Une militante des droits fondamentaux des indigènes risque d'être tuée si elle retourne chez elle, dans la municipalité de Matías Romero (État d'Oaxaca, dans le sud-ouest du Mexique). Elle a reçu plusieurs menaces en raison de son action en faveur des droits des indigènes et, à ce jour, les autorités ne l'ont pas fait bénéficier de mesures de protection satisfaisantes.

Le 19 août, **Silvia Pérez Yescas** a appris d'une source fiable que 100 000 pesos mexicains (environ 7 700 USD) avaient été offerts à tout homme armé prêt à la tuer à son retour dans la municipalité de Matías Romero. Après avoir passé plusieurs mois hors de l'État d'Oaxaca en raison de menaces reçues dans le passé, elle était revenue récemment dans la ville d'Oaxaca pour préparer son retour dans sa municipalité.

Silvia Pérez a déposé une plainte auprès du bureau du procureur général de l'État d'Oaxaca, à la suite de la menace du 19 août. Les autorités ont indiqué qu'elles ne pouvaient pas ouvrir d'enquête en l'absence de déposition de témoins, mais ceux-ci n'osent pas se faire connaître par crainte de représailles. Les informations judiciaires ouvertes par le procureur général de l'État à la suite de précédentes menaces la visant sont au point mort.

Le Mécanisme fédéral pour la protection des défenseurs des droits humains et des journalistes a également été informé de cette menace pesant sur la vie de Silvia Pérez, mais les mesures de protection faisant suite aux menaces précédentes sont toujours en cours d'examen. Plusieurs mesures, dont l'installation de matériel de surveillance au domicile de Silvia Pérez, avaient précédemment été convenues pour la protéger. Cependant, elles ne tenaient pas compte des frais d'électricité liés à l'utilisation du matériel, que Silvia Pérez n'est pas en mesure de prendre à sa charge. Elle risque donc de ne pas pouvoir régler ses factures d'électricité. Un véhicule tout-terrain lui permettant de se déplacer de façon plus sûre pendant qu'elle se livre à ses activités de défense des droits humains lui avait aussi été promis, mais ne lui a pas encore été remis.

DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS, en espagnol ou dans votre propre langue :

- engagez les autorités à garantir la sécurité de Silvia Pérez Yescas et à renforcer les mesures de sécurité convenues conformément à ses souhaits pour qu'elle puisse revenir dans sa municipalité en toute sécurité ;
- exhortez-les à mener dans les meilleurs délais une enquête exhaustive et impartiale sur la menace de mort dont elle serait la cible, d'en rendre les conclusions publiques et de traduire en justice les responsables présumés ;
- rappelez-leur qu'elles ont pour obligation de respecter le droit à la liberté d'expression et d'association et pour devoir de veiller à ce que les défenseurs des droits humains puissent mener leurs activités sans crainte de représailles, conformément à la Déclaration des Nations unies de 1998 sur les défenseurs des droits de l'homme.

ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 7 OCTOBRE 2014 À :

Ministre de l'Intérieur

Miguel Ángel Osorio Chong
 Secretario de Gobernación
 Bucareli 99, col. Juárez, C.P. 6600,
 México D.F., Mexique
 Fax : +52 55 5093 3414 (merci de vous
 montrer persévérant-e)
 Courriel : secretario@segob.gob.mx
 Formule d'appel : *Señor Ministro, /*
 Monsieur le Ministre,

Gouverneur de l'État d'Oaxaca

Lic. Gabino Cué Monteagudo
 Plaza de la Constitución, Centro
 Histórico, C.P. 68000,
 Oaxaca de Juárez, Oaxaca, Mexique
 Fax : +52 95 1501 8100 (poste 40068)
 Courriel : spagoboaxaca@gmail.com
 Formule d'appel : *Señor Gobernador, /*
 Monsieur le Gouverneur,

Copies à :

Commission mexicaine de défense et de
 promotion des droits humains
 (Comisión Mexicana de Defensa y
 Promoción de los Derechos Humanos
 A.C., CMDPDH)
 Courriel : info@cmdpdh.org

Veillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques du Mexique dans votre pays (adresse/s à compléter) :

nom(s), adresse(s), n° de fax, adresse électronique, formule de politesse

Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci.

**AMNESTY
 INTERNATIONAL**



ACTION URGENTE

MEXIQUE. LA VIE D'UNE MILITANTE DES DROITS DES INDIGÈNES MENACÉE

COMPLÉMENT D'INFORMATION

Au Mexique, les défenseurs des droits humains et les journalistes sont souvent victimes d'agressions, de menaces, d'enlèvements et d'homicides en représailles au travail légitime et essentiel qu'ils effectuent. Les responsables de ces violences ne sont pratiquement jamais traduits en justice. Amnesty International a salué la mise en place, en 2012, d'un Mécanisme pour la protection des défenseurs des droits humains et des journalistes. Cependant, si plus de 100 défenseurs et journalistes en danger ont sollicité une protection, beaucoup n'ont pas bénéficié d'une réaction prompte et efficace, ce qui a été source d'irritation, d'insécurité et de désillusions. Bien que le gouvernement affirme que le mécanisme fonctionne correctement, il est loin d'être totalement opérationnel car il manque de personnels formés, de ressources et du soutien politique de haut niveau requis pour que ses mesures de protection soient mises en œuvre par les autorités à tous les niveaux. L'impunité dont bénéficient les auteurs d'agressions, en raison d'enquêtes inefficaces souvent menées par des autorités d'État soupçonnées d'être elles-mêmes impliquées dans les menaces, alimente une certaine tolérance à l'égard des attaques. Le mécanisme devrait n'être que l'une des composantes d'une stratégie globale visant à lutter contre les violences dont sont victimes les journalistes et les personnes qui défendent les droits humains. Jusqu'à présent, le gouvernement fédéral n'a pas réagi de manière convaincante au climat d'hostilité qui prévaut dans plusieurs États à l'égard des défenseurs et des journalistes.

Nom : Silvia Pérez Yescas
femme

AU 214/14, AMR 41/033/2014, 26 août 2014